



# REPUBLIQUE FRANCAISE

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### DU C.C.A.S

**N° DLP2020-39 - Séance du 06/07/2020**

ACTES

7. Finances locales

7.10 Divers

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	12	12

Vote	
Pour	12
Contre	0
Abstention	0

L'an 2020, le 6 juillet à 14h00, le conseil d'administration du CCAS de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Président du CCAS, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par électronique aux membres du conseil d'administration le 02/07/2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au CCAS le 02/07/2020.

### Présents :

Jean-Luc MEISSONNIER, Marie-Thérèse AMALVY, Christiane GAUBERT, Marie-France TEXIER ; Michel BAUDOUR, Josiane DEVESA, Hubert FABRITIUS, Bertrand LEENHARDT, Madeleine SABASTIA, Brigitte DEMURTAS, André TURQUAY, Bernard VIDAL

### Absent excusé :

Alain SOULIER

### Secrétaire de séance :

Emily NOCERA, Directrice du CCAS

## N° DLP2020-39 – ACCEPTATION DE DON

**Vu** l'article L. 2242-3 du code général des collectivités locales qui autorise les établissements publics communaux à accepter ou refuser par délibération les dons et legs qui leur sont faits,

Le conseil d'administration est informé que « l'Association Création CPTS ma santé » a fait un don d'une valeur de 900 euros au profit du CCAS.

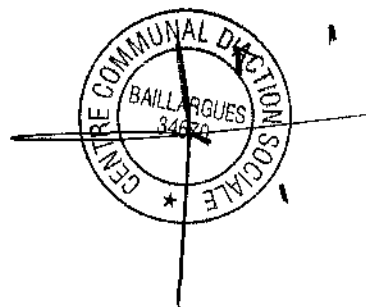
Il est proposé au conseil d'administration d'accepter et d'encaisser ce don sur le budget principal du CCAS.

Sur le rapport de Marie-France TEXIER,

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

Le conseil d'administration **ACCEPTE** ce don d'une valeur de 900 euros sur le budget principal du CCAS.

Pour extrait conforme,  
Le 06/07/2020  
Le Président,  
Jean-Luc MEISSONNIER



*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*